

Compte-rendu de la 3^{ème} table ronde de la journée de rencontres économiques consacrée au Maroc.

Le Maroc, leader du développement durable en
Afrique.

Institut du Monde Arabe, le 25 novembre 2014.

Un événement en partenariat avec l'Ambassade du Maroc en France, la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements, Maroc Export, l'Office National Marocain du Tourisme et la Maison de l'Artisan du Maroc.

Nadia SALAH :

Mesdemoiselles, Mesdames, Messieurs, bonjour. Je suis responsable des rédactions du groupe Eco-Médias. Pour cette nouvelle table ronde qui porte sur le Maroc Leader du développement durable en Afrique, nous recevons Monsieur AKHANNOUCH, Ministre de l'Agriculture marocaine et précurseur du « Maroc Vert » ; Stéphane LE FOLL, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, porte-parole du gouvernement ; Abdellaziz ABARRO, Président-directeur général du groupe Managem ; et Marie-Ange DEBON, Directrice générale adjointe en charge de la Division Internationale de Suez Environnement. J'aimerais tout

d'abord m'adresser à Monsieur AKHANNOUCH ; pourriez-vous nous présenter les initiatives que vous menez en faveur du Maroc vert ?

Aziz AKHANNOUCH :

Je vous remercie Nadia SALAH. Comme déjà évoqué, le Maroc a, sous l'impulsion de Sa Majesté le roi Mohammed VI, annoncé en 2008 un programme ambitieux de développement de l'agriculture. Le plan d'action « Maroc Vert » repose sur deux piliers : le premier est consacré à la valeur ajoutée et le second à l'innovation et à l'agriculture solidaire qui touche directement le petit agriculteur. La reconversion est également l'un de nos programmes phares. Nous avons à ce jour un million d'hectares à reconvertir ; 260 000 hectares ont déjà été reboisés. Depuis le plan « Maroc Vert », cela représente 72 millions d'arbres.

Nadia SALAH :

Il est important de recourir, comme vous l'avez si justement souligné, à une agriculture économe en eau. Néanmoins, vous avez planté des arbres. Cet acte ne se résume pas à concevoir un trou pour y introduire une plante...

Aziz AKHANNOUCH :

L'eau est un élément déterminant. Il est vrai que son taux de disponibilité se situe sous le seuil de pauvreté hydraulique soit 740 millions de mètres cubes au total. En d'autres termes, cela représente 1000 mètres cubes d'eau par habitant. Nous souhaitons accroître notre productivité tout en consommant moins d'eau. Nous avons pour cela élaboré divers programmes d'économie d'eau ; les barrages hydrauliques sont l'un des dispositifs mis en place. Ils permettent de rééquilibrer les nappes phréatiques.

Nadia SALAH :

Et qu'en est-il de l'Halieutis ? Cette technique consiste à prendre la ressource halieutique sans la détruire. Sachant que nous avons un passé d'accords plus ou moins positifs...

Aziz AKHANNOUCH :

Il est vrai que le volet « préservation de la ressource » est d'une très grande importance. Toutefois, force est de constater qu'il est somme toute assez compliqué de mettre en pratique cet axe dans le domaine de la pêche, eu égard à la forte réticence des pêcheurs.

Nadia SALAH :

Le rapport biologique « Gestion des eaux » existe depuis le début des années 1980.

Aziz AKHANNOUCH :

Lorsque nous avons lancé le plan Halieutis en 2009, seulement 5% des ressources disposaient d'un plan d'aménagement (arrêts biologiques, eau potable, régions de pêche..). Depuis cette date, nous avons travaillé afin d'arriver d'ici 2020 à un taux de 95% d'aménagement des ressources. Ce taux sera finalement atteint l'année prochaine. Nous sommes donc allés très vite.

Nadia SALAH :

Je dois reconnaître qu'il s'agit du premier gouvernement où l'on observe des résultats sur trente ans de carrière. Monsieur LE FOLL, l'agriculture française diffère de l'agriculture marocaine ; existe-t-il des points de convergences durables ?

Stéphane LE FOLL :

Tout d'abord, l'agriculture française a une particularité, car elle concentre tous les types d'agriculture que vous pouvez trouver en Europe. Elle est donc diverse. Vous avez une agriculture des grandes plaines du nord, une polyculture d'élevage de tout l'ouest de la France, vous avez des zones intermédiaires, des agricultures de montagne et une agriculture méditerranéenne. Par conséquent, oui nous avons des points de convergences. Il s'agit de convergences de type d'agriculture et de convergences en termes d'objectifs par rapport à l'ensemble méditerranéen. Enfin, il y a aussi le défi de la durabilité comme par exemple le fait d'utiliser moins d'eau pour avoir les mêmes résultats de production. Je sais que le plan « Maroc Vert » présente un axe spécialement dédié à la petite exploitation familiale. Socialement il est important lorsque l'on n'a beaucoup de petites exploitations, de ne pas considérer que l'industrialisation de l'agriculture doive

se faire à une vitesse qui remettrait en cause un grand nombre d'exploitations d'une utilité économique et sociale extrêmement forte.

Nadia SALAH :

Je suis d'accord. Néanmoins le plan « Maroc Vert » n'a pas l'Union européenne avec lui.

Stéphane LE FOLL :

Il n'a pas l'Union européenne, même si l'Union européenne, à travers des accords de partenariats et d'échanges, peut aussi être un élément qui permet à l'agriculture marocaine de se diversifier et d'avoir des débouchés sur le marché européen. Je voudrais juste apporter une réflexion sur le débat qui va nous occuper durant les vingt prochaines années. Qu'est-ce qui fera que demain nous maintiendrons une production agricole ? Est-ce que cela va uniquement être des investisseurs qui viendront investir de manière capitalistique et attendront donc des retours sur investissement ? Ou est-ce que l'on maintient une agriculture avec des chefs d'exploitation qui seront des agriculteurs ? À moyen et long terme, ce sont les agriculteurs qui ont assuré la pérennité de l'agriculture partout dans le monde. Dans le cadre d'une agriculture qui devient celle d'investisseurs le jour où il n'y a plus de rentabilité, les capitaux s'en vont. À ce moment-là, il n'y a plus de production agricole ; ce qui va conduire à un problème d'ordre alimentaire. Le choix existe, mais il faut prendre garde au projet envisagé.

Nadia SALAH :

Le choix est-il le même sur le continent africain ?

Stéphane LE FOLL :

Sur le continent africain, le choix est plus que jamais le même. Je pense que nous allons régler le problème social et alimentaire de l'Afrique en utilisant des méthodes déjà existantes. Il s'agirait d'une erreur que d'omettre la structuration d'une agriculture qui passe par les agriculteurs.

Nadia SALAH :

Alors expliquez-moi comment se fait-il qu'en Europe nous ayons fait ce que l'on appelle un acte délégué qui par conséquent confronte le Maroc à des risques très difficiles à gérer ?

Stéphane LE FOLL :

L'acte délégué est un décret qui échappe, il est vrai, à un débat politique. Cet acte délégué a effectivement aujourd'hui remis en cause ce qu'il se passait depuis l'accord de partenariats et l'ouverture de marchés européens.

Nadia SALAH :

Je souhaiterais aborder à présent la thématique de l'eau urbaine. Madame Marie-Ange DEBON, vous connaissez très bien le domaine d'action de la Lyonnaise des Eaux à Casablanca. La Lydec a fait disparaître les inondations et a rebranché l'eau et l'électricité dans des quartiers qui avaient jusque-là été abandonnés. Toutefois, cela ne s'est pas fait dans toutes les villes du Maroc. Comment expliquez-vous cette réussite à Casablanca tandis que cela ne fonctionne pas ailleurs au Maroc ?

Marie-Ange DEBON:

Le succès du fonctionnement de la Lydec à Casablanca résulte tout d'abord de la stratégie du groupe Suez Environnement au Maroc de s'inscrire dans la durée. Nous accompagnons le Maroc depuis longtemps et dans toutes ses phases ; qu'il s'agisse de l'équipement en infrastructures ou du traitement de la ressource.

Nadia SALAH :

Disposez-vous du plus grand centre de traitement d'Afrique ?

Marie-Ange DEBON:

Oui, au Maroc, avec Lydec, Sita dans le traitement des déchets et Degremont pour les infrastructures. Nous contribuons à modérer la problématique d'eau et de déchet. Nous oublions très souvent le cœur de l'économie circulaire à savoir le recyclage. Le succès de Lydec s'explique par

notre fonctionnement local en matière de savoir-faire que nous appuyions ponctuellement avec notre réseau expérimenté, en cas d'événements comme les récentes inondations.

Nadia SALAH :

Vous avez une politique intense de communication avec votre environnement. Comment gérez-vous cela ?

Marie-Ange DEBON:

Tout d'abord en ayant une bonne gestion du temps. Il y a aussi la patience et de la persévérance de nos équipes, l'écoute et un mélange de local et de global. Enfin, des réponses techniques aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Nadia SALAH :

Vous êtes arrivé il y a dix ans dans un milieu où l'on voyait les tranches de recrutement pour chaque campagne électorale. Entreprise privée, vous avez des objectifs de rendement et un gouvernement aux aguets. Comment avez-vous fait pour passer d'un système qui fonctionnait très mal et qui ne parvenait pas à fournir l'eau à tout le monde, à aujourd'hui, une équipe très performante ?

Marie-Ange DEBON:

Nous travaillons ensemble et nous inspirons de nos expériences dans le monde. Cela résulte également d'une grande mobilisation des équipes.

Nadia SALAH :

Vous avez une obligation de résultat tous les six mois, car vous êtes côté en bourse. Comment faites-vous avec des exigences de résultats financiers, pour manager à long terme?

Marie-Ange DEBON:

Je pense que nous savons tracer des lignes de moyen terme.

Nadia SALAH :

Monsieur ABARRO, vous êtes leader sur le marché des mines privées au Maroc ; combien en avez-vous au Maroc et sur le reste du continent?

Abdelaziz ABARRO:

Nous disposons sur le territoire marocain d'une dizaine de sites industriels et de sept centres miniers. Nous sommes par ailleurs présents dans sept pays africains. Nous exploitons essentiellement des métaux.

Nadia SALAH :

Est-ce possible de nous raconter plus longuement les initiatives que vous avez menées à Marrakech ?

Abdelaziz ABARRO:

La mine de Marrakech a été mise en place durant la fin des années 1980. Il s'agit aujourd'hui d'un très grand complexe d'une dizaine d'unités industrielles et d'un très performant centre de recherche et de développement, probablement le meilleur du Royaume. Pour vous présenter globalement le fonctionnement de la mine, il y a tout d'abord des recherches scientifiques qui sont menées puis l'exploration et les premiers sondages et enfin le montage du projet industriel et l'exploitation. Je tiens à souligner que la dimension de responsabilité sociale a depuis le début du projet orienté nos choix.

Nadia SALAH :

Qu'avez-vous fait pour lutter contre la pollution ?

Abdelaziz ABARRO :

Tout d'abord nous avons étudié le lieu d'impact afin de nous assurer des potentiels enjeux environnementaux qui pourraient en aval émerger. Pour illustrer cela, parallèlement à la construction du projet 30 000 oliviers ont été plantés. La mine de Guemassa a été la première entreprise marocaine à avoir reçu la certification ISO 14 001 à la fin des années 1980.

Nadia SALAH :

Il y a une mine où vous avez rencontré des problèmes de disponibilité et de dispute sur l'eau. Comment avez-vous pu pallier ces désagréments ?

Abdelaziz ABARRO:

Les problématiques de disputes relatives à l'eau sont dans le cadre d'une activité minière un enjeu permanent. Les ressources sont épuisables et se trouvent dans des zones relativement enclavées ; c'est ce qui génère des tensions.

Nadia SALAH :

Il est impossible de régler au Maroc une problématique de cette nature par l'autorité ; comment faites-vous, Monsieur ABARRO?

Abdelaziz ABARRO:

La meilleure manière de faire face aux embûches inhérentes à l'activité est à mon sens d'intégrer la notion de responsabilité sociale à nos plans d'action, de prendre en compte les attentes de la population et de favoriser un climat d'échange.

Nadia SALAH :

Les mines sont des ressources épuisables. Comment fait-on pour arrêter son exploitation ?

Abdelaziz ABARRO:

Nous sommes effectivement face à une ressource épuisable. L'essentiel est à mon sens d'atténuer le choc potentiel de fermeture d'une mine afin que cela ait le moins d'impact possible sur la population.

Nadia SALAH :

Un commentaire, Monsieur AKHANNOUCH, à ce sujet ?

Aziz AKHANNOUCH :

Il est vrai qu'une mine doit nécessairement être en phase avec son environnement immédiat, avoir des préoccupations sociétales et accompagner la problématique de l'eau.

Nadia SALAH :

Les hommes politiques n'en profitent pas pour faire du chantage aux exploitants miniers ?

Aziz AKHANNOUCH :

Il est vrai qu'il existe beaucoup de surenchère en période électorale. Me concernant, je ne peux qu'encourager l'exploitation d'une mine dans un esprit de durabilité.

Nadia SALAH :

Je m'adresse à présent à la salle, auriez-vous des questions ?

Jeannette PRETOT :

Bonjour, je suis Présidente de l'association l'Ambassade de l'eau et Vice-Présidente du comité de bassin Seine-Normandie, représentant les usagers non professionnels. Nous avons mis en place pour les Arabes et la Méditerranée, un outil de gestion de l'eau afin d'arbitrer en connaissance de cause grâce à un état réel des lieux, et éviter ainsi les renvois de responsabilité et les accusations de vol de la ressource. Cet outil a été conçu par des ingénieurs du monde méditerranéen. Il a été présenté en 2012 et depuis été oublié. Aujourd'hui je fais appel à vous afin que vous puissiez nous aider à le mettre de nouveau en route. Nous avons besoin de vous.

Intervenante :

J'aimerais reprendre l'idée de Stéphane LE FOLL qui porte sur le choix stratégique de faire appel à une agriculture d'investissement ou à une agriculture qui maintient les structures familiales, et m'adresser à Monsieur AKHANNOUCH. Vous avez abordé l'agriculture solidaire en évoquant la pauvreté qui touche 7 millions de paysans. Qu'est-ce que le plan « Maroc Vert » a pu faire pour eux ?

Stéphane LE FOLL :

Il s'agit de sujets techniques qui nécessitent d'être toujours adaptés aux écosystèmes. Je suis prêt à me pencher sur la question de votre logiciel.

Aziz AKHANNOUCH :

L'agriculture solidaire touche la famille et la petite exploitation. La petite agriculture représente la majorité des 1,5 million d'exploitations agricoles que comporte le Maroc. Le pilier de notre politique qui porte sur l'agriculture à vocation à toucher 1 million d'hectares de reconversions. Certains petits exploitants veulent sortir de l'agriculture céréalière pour s'orienter vers des cultures à meilleure valeur ajoutée comme l'olivier ou l'amandier. Cela représente un réel investissement pour ces petits paysans, car le plus souvent ils ne disposent que de petites passerelles. L'enjeu est donc de discuter avec tous les petits agriculteurs pour trouver un accord sur la culture à produire dans la région et que l'Etat les accompagne. L'enjeu est également que des financements leur soient apportés pour favoriser le lancement de la production qui ne sera effective que trois à quatre ans plus tard. D'où la nécessité d'un partenariat avec les banques.

Nadia SALAH :

Lorsque l'on plante des arbres Monsieur AKHANNOUCH, que mobilisons-nous ? Il y a trente ans peu de pépinières existaient. Racontez-nous vos plantations d'arbres.

Aziz AKHANNOUCH :

Comme déjà évoqué, nous avons planté plus de 70 millions d'arbres. Bien entendu l'intégration d'une chaîne de valeur est nécessaire au même titre que les pépinières. J'aimerais prendre l'exemple de notre projet de planter 3 millions de palmiers. Cela implique de revoir l'ensemble de la chaîne de valeur. Grâce au travail de nos laboratoires de recherche nous sommes parvenus à 400 000 plants annuels. La culture du palmier demande beaucoup de temps et de travail, mais elle reste l'une des plus rentables au niveau national.

Stéphane LE FOLL :

Je voudrais juste ajouter un point au sujet des arbres. L'université de Montpellier est pilote dans le domaine de l'agroforesterie. Nous travaillons beaucoup sur l'espace méditerranéen dans le cadre du SIAM (Salon International de l'Agriculture au Maroc). Nous avons engagé des réflexions communes et convergentes sur ces techniques nouvelles qui s'adaptent dans les zones les plus sèches et qui à partir de là, permettent d'avoir des objectifs de production autour des arbres et pour l'agriculture. Cet ensemble fait partie des modèles de production nouveaux sur lesquels la recherche, l'expérimentation et la collaboration entre nos deux pays sont extrêmement importantes.

Marie-Ange DEBON :

Je souhaiterais juste faire un lien entre notre table ronde et la précédente sur l'Afrique. Je pense que dans nos secteurs de l'environnement le Maroc est pionnier sur un certain nombre d'expériences et il y a des expériences et des réussites que nous pouvons transposer en Afrique. À la Lydec par exemple, nous savons gérer un réseau et nous sommes capables de transposer ce savoir-faire dans d'autres pays. Dans le déchet, nous vivons aujourd'hui une expérience très intéressante à Meknès. Nous nous penchons sur le remaniement d'un centre d'enfouissement dont nous récupérons le gaz, produisons l'énergie et le traitons d'un point de vue environnemental. Nous disposons à côté une briquèterie qui fonctionnera avec le gaz issu de notre décharge. Nous réconcilions complètement l'économie et l'environnement avec ces projets. Il s'agit de projets tout à fait transposables en Afrique et que nous souhaitons porter avec nos entités marocaines sur d'autres pays d'Afrique.

Nadia SALAH :

Il existe le même système à Rabat Salé. Ce dernier a été financé par le biais des crédits carbone. L'image de ce dispositif a été fortement altérée depuis les affaires d'escroquerie à la TVA. Il serait dommage de perdre ce qui continue de fonctionner. Beaucoup d'entreprises au Maroc sont très structurées sur le plan d'encadrement d'ingénieurs comme par exemple Lafarge et ont utilisé ces crédits carbones pour passer partiellement à l'énergie éolienne. Il s'agit d'une expérience intéressante, car cela permet d'installer de grands centres industriels loin des réseaux. Il y a du travail à faire en Afrique en matière de crédit carbone.

Abdelaziz ABARRO :

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit Monsieur le Ministre. Nous sommes effectivement présents sur des zones enclavées. Chaque cas présente ses propres spécificités. Il faut donc apporter des solutions adéquates qui soient personnalisées. L'agriculture et la problématique de l'eau sont intrinsèquement liées et interpellent nécessairement sur la bonne gestion de cette ressource. En ce sens, nous avons engagé tout un programme à l'échelle régionale qui puisse permettre de gérer au mieux cette ressource en eau.

Intervenant :

Bonjour, je suis journaliste pour un site internet dédié à l'actualité économique du Maroc. Ma question porte sur la gestion de l'eau et des déchets et s'adresse à Monsieur AKHANNOUCH. Quelle est la politique de votre gouvernement concernant la gestion des déchets ? Est-ce selon vous une expérience qu'il faut, en raison des expériences malheureuses, arrêter ?

Aziz AKHANNOUCH :

Le partenariat marocain entre le secteur public et le secteur privé reste une priorité. Nous pensons au sein du gouvernement que tout ce que nous pouvons faire en collaboration avec le secteur privé doit accélérer le processus de développement du pays. De toute manière, l'Etat n'a pas les moyens nécessaires pour tout faire, seul.

Intervenant :

Bonjour, je suis responsable d'ingénierie au sein du groupe SPIE Communication. J'aimerais revenir sur la thématique même : *Le Maroc, leader du développement durable en Afrique*. Nous n'avons pas parlé de l'empreinte carbone d'un pays. Il s'agit à mon sens d'une question fondamentale dans le cadre du développement durable d'un pays. Quel est aujourd'hui le niveau d'un point de vue développement et développement durable des réseaux de télécommunication et de l'industrie de la télécommunication au Maroc ? Autres questions : le Maroc en tant que leader je veux bien, mais quels sont les référentiels du leader et quels sont les référentiels par rapport au développement durable ?

Aziz AKHANNOUCH :

Le Maroc est un véritable chantier de transformations où il y a du développement et des besoins. Les villes évoluent, changent et se structurent. Il y a du développement et du potentiel.

Chaque secteur essaie d'introduire cette notion de durabilité du fait de l'existence d'une charte de l'environnement qui doit être respecté. Le Maroc est un pays jeune et en début de processus, l'essentiel est que le gouvernement, les opérateurs et la société civile intègrent cette composante de l'environnement.

Abdelaziz ABARRO :

J'aimerais mettre en exergue le fait que le Maroc progresse considérablement sur le champ du développement durable et plus spécifiquement dans le domaine énergétique. Il y a des investissements colossaux qui ont été engagés dans la région d'Ouarzazate et qui présentent un fort intérêt à l'échelle internationale. De même, de nombreux projets concernant l'éolien ont été élaborés. L'éolien permet de couvrir 60% de la consommation des besoins énergétiques de nos unités industrielles. Il s'agit là d'une tendance qui va croître avec le temps.

Nadia SALAH :

En guise de clôture de cette table ronde, je souhaiterais vous poser une devinette. Pour éviter la déforestation, nous subventionnons massivement au Maroc les bouteilles de gaz. Nous subventionnons également les arbres que nous allons planter. La question que j'aimerais poser est la suivante : comment passe-t-on d'une énergie fossile à une énergie propre ? Je voulais par là vous interpeller sur la difficulté de régler un problème.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, je vous remercie de votre attention.